



GO FOR IMPACT

Dessiner
l'économie suisse
de demain.

GO FOR IMPACT : La Suisse doit parvenir à long terme à utiliser les ressources naturelles trois fois plus efficacement qu'elle ne le fait aujourd'hui, et ce à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Il lui faut pour cela miser sur la coopération et l'innovation et se concentrer sur l'essentiel. Car ce sont là les clés d'un environnement préservé et d'une vie meilleure. Les bases d'un changement nécessaire.

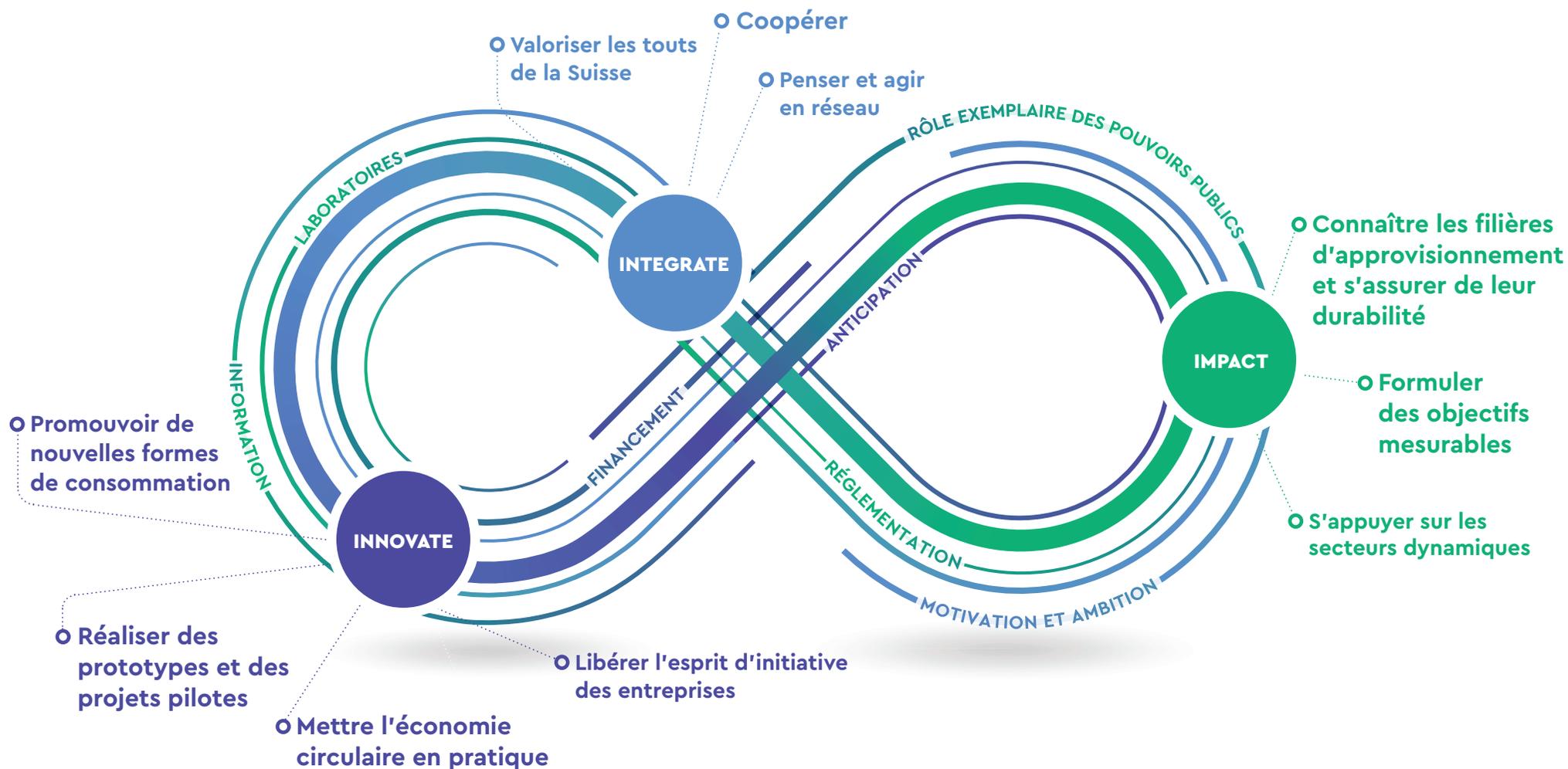
Les ressources naturelles, dont notre bien-être dépend, ne sont disponibles qu'en quantité limitée, et notre consommation est aujourd'hui bien trop importante pour être durablement supportable. Cette situation représente à la fois un défi et une opportunité : s'atteler dès maintenant à utiliser les ressources de façon rationnelle et socialement soutenable, c'est assurer l'avenir de l'économie suisse.

Sommaire

1	Préserver les ressources naturelles. Réussir économiquement. Vivre bien.	3
1.1	Explications relatives au modèle de réflexion	4
2	Membres du groupe d'impulsion	9
3	Pourquoi et comment le livre blanc GO FOR IMPACT est-il né ?	10
3.1	Quelle valeur lui accorder ?	11
3.2	Quel usage en faire ?	11
3.3	Où s'adresser ?	12
4	Un défi : ne rien faire, c'est aller droit dans le mur.	13
5	Une conviction : il est encore possible de transformer le défi des ressources naturelles en opportunité.	17
5.1	Un monde en pleine mutation, marqué par des tendances à fort potentiel	18
6	Un objectif : l'avenir que nous voulons.	19
7	Une évidence : il faut agir là où c'est le plus efficace.	21
8	Quatre groupes d'acteurs : des rôles bien définis mais pas figés.	22
9	Un chemin : les voies à suivre pour parvenir plus rapidement et plus efficacement à une économie viable et sobre en ressources.	24
10	Un processus : groupe d'impulsion « Dialogue Économie verte » – une démarche intense et créative.	28
10.1	Mission du groupe d'impulsion	28
10.2	Définition de l'économie verte	29
10.3	Contours et principes de la réflexion	29
10.4	Réunions tenues	30
	Impressum	31
	Annexe	32
	Les 17 objectifs de développement durable (ODD)	32
	Sélection d'initiatives et de projets en cours	33
	Idées à creuser et pistes de projets pour le futur	38
	Littérature	40

1 Préserver les ressources naturelles. Réussir économiquement. Vivre bien.

GO FOR IMPACT – D'éminentes personnalités des milieux économiques, de la communauté scientifique, de la société civile et des pouvoirs publics, réunies à l'invitation de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), ont réfléchi aux moyens d'impulser la transition vers une économie à la fois sobre en ressources, équitable et profitable à l'homme et à l'environnement. Le livre blanc GO FOR IMPACT qu'elles ont adopté en septembre 2016, et dont le modèle de réflexion est ici schématisé, présente le fruit de leur travail. Il s'inscrit dans la continuité des objectifs de développement durable (ODD) élaborés par la communauté internationale.



1.1 Explications relatives au modèle de réflexion



La Suisse parviendra plus rapidement et plus efficacement à des modes de gestion et de consommation économes en ressources si les milieux économiques, la communauté scientifique, la société civile et les pouvoirs publics travaillent ensemble. Beaucoup d'entreprises ont déjà amélioré leur efficacité dans l'utilisation des ressources et cherchent désormais à développer des collaborations non seulement avec leurs fournisseurs, leurs concurrents et leurs clients mais aussi avec les autorités et les acteurs de la société civile. Il y a là un potentiel qu'il faut mieux exploiter encore.

Coopérer

La réussite du changement passe par un échange ouvert entre les acteurs impliqués et par une coopération axée sur les résultats et la pratique. Cependant, pour avancer vite et bien, la priorité n'est pas de créer de nouveaux canaux de dialogue mais de combiner habilement et de relier plus étroitement les plates-formes qui existent déjà. Les partenariats de projets opérationnels et thématiques impliquant tous les acteurs des filières d'approvisionnement (WWF Seafood Group, Réseau Construction durable Suisse, Table ronde sur la production durable d'huile de palme [RSPO], association entre les CFF et Mobility, Better Gold Initiative, etc.) donnent d'excellents résultats à la mise en œuvre et pourraient servir de modèles pour les initiatives futures.

Penser et agir en réseau

Il faut adopter des approches globales et systémiques, intégrant l'ensemble des chaînes de création de valeur, tenant compte des effets de rebond et impliquant par voie de conséquence tous les acteurs concernés. L'initiative « Propositions pour une feuille de route vers un système financier durable en Suisse » (www.bafu.admin.ch/systemefinancierdurable) et le Réseau soja suisse (www.sojanetzwerk.ch) constituent de bons exemples en la matière.

Valoriser les atouts de la Suisse

La Suisse est bien placée pour s'imposer comme référence en matière de modes de gestion et de consommation économes en ressources dans de nombreux domaines. Malgré sa petite taille, elle est en position de donner des impulsions de portée internationale dans les secteurs où elle compte parmi les leaders mondiaux (industrie mécanique, construction d'installations, cleantech, industrie horlogère et du luxe, sciences de la vie, banque, assurance, etc.). Elle joue un rôle de premier plan dans le domaine de la normalisation, faisant preuve en particulier d'une rapidité et d'une transparence exemplaires lorsqu'il s'agit de reprendre les normes internationales (Cement Sustainability Initiative, Roundtable on Responsible Soy, Better Gold Initiative, etc.). C'est aussi un pays qui, de par les produits, technologies et approches sobres en ressources qu'il propose, a la capacité de contribuer au développement durable à l'étranger tout en gagnant de nouveaux marchés (incinération de déchets, force hydraulique, transports publics, covoiturage, etc.). Il s'agit d'un pôle de recherche internationalement reconnu et d'un producteur de solutions intelligentes pour relever les défis de demain. Un État qui, fort de sa tradition de bons offices, s'engage dans le cadre des négociations internationales pour des orientations porteuses d'avenir, conformes aux objectifs de développement durable (ODD). Les apports de l'économie helvétique, ainsi que sa contribution à l'amélioration de l'efficacité des ressources, doivent être mis en avant.



La transition vers des modes de gestion et de consommation économes en ressources et efficaces représente à la fois un défi et une opportunité. Elle stimule l'innovation économique et scientifique, qui est elle-même à la base d'une croissance et d'une prospérité sobres en ressources et soutenables sur le plan social. Mais elle exige aussi de faire preuve d'ouverture envers les innovations et tendances qui émergent dans d'autres domaines et recèlent également un potentiel en termes de préservation des ressources (numérisation, économie collaborative, dématérialisation, etc.).

Promouvoir de nouvelles formes de consommation

Le potentiel de préservation des ressources est encore grand dans le domaine de la consommation. Il faut l'exploiter – d'autant que cela est dans bien des cas possible sans perte de confort notable (prévention des déchets alimentaires, etc.) –, privilégier les produits à longue durée de vie, réparables et recyclables, et sensibiliser les consommateurs en conséquence.

Réaliser des prototypes et des projets pilotes

L'expérimentation est un facteur de réussite important lorsqu'il s'agit de mener une transformation efficace. Pour obtenir des résultats rapidement visibles, les modèles d'affaires durables et les innovations sociales et techniques doivent être testés à l'aide de prototypes, puis, avant d'être mis en œuvre à grande échelle, faire l'objet de projets pilotes qui soient dès le départ conçus pour être transposables dans la pratique et diffusables dans des délais courts en cas de succès (en termes de conditions réglementaires, d'autorisations, de financement et d'organisation). Les exemples les plus concluants peuvent servir d'inspiration pour d'autres innovations.

Mettre l'économie circulaire en pratique

La Suisse doit utiliser moins de ressources et développer pour cela de nouveaux modèles d'affaires axés sur le principe de l'économie circulaire. Côté consommation, les clients doivent prendre l'habitude d'acheter pour utiliser plutôt que pour posséder, de partager, de réparer et d'échanger : ils pourront ainsi contribuer à la préservation des ressources naturelles tout en faisant des économies, sans pour autant perdre au passage. Côté production, les entreprises doivent tenir compte de la fermeture des cycles de matières dès la conception de leurs produits : elles pourront ainsi générer de fortes valeurs ajoutées tout en réduisant sensiblement leur consommation de ressources. Toute réglementation faisant obstacle à ces efforts doit par ailleurs être réexaminée et au besoin adaptée.

Libérer l'esprit d'initiative des entreprises

Les entreprises cherchent souvent d'elles-mêmes à améliorer leur efficacité pour des raisons économiques. Elles sont créatives, novatrices et savent utiliser les possibilités mises à leur disposition. Il faut encourager cet esprit d'initiative par un cadre réglementaire favorable et stable dans le temps.



IMPACT

La Suisse veut évoluer vers des modes de gestion et de consommation économes en ressources pour contribuer à la maîtrise des défis mondiaux dans l'esprit des objectifs de développement durable (ODD). Cela implique qu'elle se concentre sur l'essentiel et agisse là où son économie peut avoir le plus d'impact.

Connaître les filières d'approvisionnement et s'assurer de leur durabilité

Une très grande partie des atteintes environnementales imputables à la Suisse sont causées hors de son territoire. Il y a là un formidable levier pour les entreprises qui, en intégrant les conséquences écologiques et sociales de leurs activités à l'étranger, peuvent faire une vraie différence. Chaque entreprise et chaque branche doit faire en sorte de bien connaître ses filières d'approvisionnement et s'employer à réduire les répercussions négatives qu'elle peut engendrer non seulement en Suisse mais aussi sur la population et l'environnement des pays étrangers avec lesquels elle travaille. Les biens de consommation, notamment les denrées alimentaires, doivent tous répondre à des normes environnementales et sociales élevées, y compris ceux produits à l'étranger. Les entreprises helvétiques qui contribuent mondialement à améliorer l'efficacité des ressources et à réduire les atteintes à l'environnement en exportant des technologies environnementales et des produits sobres en ressources doivent être reconnues pour l'utilité de leur travail.

S'appuyer sur les secteurs dynamiques

La numérisation et le développement des énergies renouvelables s'accompagnent de nombreux changements technologiques et sociétaux. Il faut se saisir de cette dynamique pour promouvoir le développement économique, et en même temps l'utiliser comme levier pour favoriser la préservation des ressources.

Formuler des objectifs mesurables

Il faudrait que la Confédération développe avec les acteurs intéressés une stratégie entièrement dédiée à la transition vers des modes de gestion et de consommation économes en ressources et socialement soutenables, et définisse pour la mise en œuvre de cette stratégie des mesures qui soient basées sur les limites planétaires et dont les effets soient mesurables. Il faudrait aussi que les entreprises tiennent compte des défis mondiaux dans leurs propres stratégies, se fixent des objectifs concrets s'agissant de l'amélioration de leurs performances en matière de durabilité et rendent compte en toute transparence des résultats obtenus.



PRÉALABLES / « ACCÉLÉRATEURS »

Le changement doit avancer à un rythme soutenu et dynamique. Cela implique un certain nombre de préalables matériels, idéologiques et structurels, ainsi que des conditions générales de nature non pas à freiner ou à entraver le processus mais à le soutenir et à l'accélérer.

Anticipation

Les entreprises doivent regarder vers l'avenir pour prendre une longueur d'avance en matière d'information et identifier les secteurs de croissance de demain. Le potentiel lié aux découvertes scientifiques et aux nouvelles tendances sociétales doit être exploité et rendu accessible.

Financement

Les moyens dont disposent les pouvoirs publics et l'économie privée pour la recherche et le développement doivent être utilisés de manière à soutenir les initiatives en faveur de la préservation des ressources de façon optimale. Le pays a en outre besoin d'un secteur financier innovant, qui finance les investissements dans les produits et services durables, ainsi que de partenariats de projets ciblés entre l'économie et la recherche.

Rôle exemplaire des pouvoirs publics

La Confédération, les cantons et les communes ont un rôle d'exemple à jouer, que ce soit en tant qu'employeurs, investisseurs, propriétaires ou acheteurs. Il est important notamment qu'ils soient davantage demandeurs de produits et de services écologiquement et socialement soutenables dans le cadre des marchés publics, mais aussi qu'ils partagent leurs outils et leurs connaissances avec la collectivité.

Réglementation

Les parlements, les gouvernements et les administrations des niveaux fédéral, cantonal et communal doivent privilégier des instruments réglementaires de nature à accroître la productivité et à encourager l'innovation. Ils doivent favoriser la concurrence et orienter leur action sur la recherche de résultats plutôt que sur la mise en œuvre de nouvelles mesures. Le régulateur doit choisir des instruments savamment articulés entre eux et les introduire de façon progressive et cohérente. Les règles qui entravent l'économie circulaire et l'innovation doivent être réexaminées et révisées partout où cela est possible. Les entreprises qui s'engagent pour l'environnement doivent y trouver plus facilement leur compte : elles doivent être récompensées pour leurs efforts.

Information

La solution la plus efficace en termes de communication serait l'internalisation complète des coûts externes. En attendant que cette internalisation soit mise en œuvre, il faut s'efforcer de pallier son absence en s'attachant en priorité à sensibiliser et à informer les acteurs économiques et le public, et en se fixant pour ce faire plusieurs objectifs : tenir compte des enseignements de la psychologie et de l'économie comportementales, utiliser de préférence les plates-formes et outils déjà en place (écobilan, base de données ecoinvent, monétarisation selon la méthode de la saturation écologique, etc.), mettre en avant et diffuser les bonnes pratiques, et s'assurer de la transmission des connaissances et de leur mise en pratique via des offres de formation.

Laboratoires

La Suisse a besoin de laboratoires, où les acteurs de l'économie, de la recherche, de la société civile et des pouvoirs publics puissent développer et tester de nouveaux modèles et solutions. Ces espaces d'expérimentation peuvent voir le jour dans les villes et les quartiers, les pôles sectoriels, les réseaux de recherche ou encore les centres d'innovation.

Motivation et ambition

Afin de réussir sa transition vers des modes de gestion et de consommation économes en ressources, la Suisse a besoin d'acteurs ambitieux, créatifs et convaincants pour porter et stimuler le changement. Car rien n'interdit, bien au contraire, de trouver du plaisir dans la transformation. Il faut d'ailleurs s'appuyer sur des objectifs qui suscitent des émotions positives pour éveiller l'intérêt et mobiliser.

2 Membres du groupe d'impulsion

Economie

- Simone Arizzi, Technology & Innovation Director EMEA chez DuPont de Nemours, Genève
- Barbara Artmann, CEO de Künzli SwissSchuh AG
- Daniel Bloch, président du conseil d'administration et directeur général de Chocolats Camille Bloch SA
- Charles Chaussepied, Directeur Conseil chez Piaget et vice-président du Responsible Jewellery Council
- Chris Tanner, CEO de AdNovum AG
- Martin Kuonen, Directeur du Centre Patronal Berne
- Rolf Soiron, président du conseil d'administration de Lonza Group SA, Bâle (membre d'août à décembre 2015)

Recherche / science

- Philippe Thalmann, professeur d'économie à l'EPFL
- Brigitte Buchmann, directrice du département Mobilité, énergie et environnement de l'Empa
- Michael Stauffacher, professeur à l'Institut des décisions environnementales de l'EPFZ
- Jörg Hofstetter, président de l'International Forum on Sustainable Value Chains (ISVC) et vice-directeur de la chaire de gestion logistique de l'Université de Saint-Gall
- Stefanie Hellweg, professeure à l'Institut d'ingénierie environnementale de l'EPFZ

Société civile

- Matti Straub, Changels / KaosPilots Switzerland, Berne
- Thomas Vellacott, directeur général du WWF Suisse
- Paola Ghillani, propriétaire et présidente de Paola Ghillani & Friends AG
- Nadja Lang, directrice générale de la Fondation Max Havelaar

Pouvoirs publics / politique

- Sibyl Anwander, cheffe de la division Économie et Innovation de l'OFEV
- Ursula Wyss, conseillère municipale de la ville de Berne, PS
- Stephan Attiger, conseiller d'État du canton d'Argovie, PLR
- Rudolf Noser, Noser Gruppe, conseiller aux États, PLR
- Bruno Oberle, directeur de l'Office fédéral de l'environnement de 2006 à 2016 (membre d'août à décembre 2015)

Les participantes et participants lors de la réunion de clôture du 5 septembre 2016 (de gauche à droite) : Matti Straub, Sibyl Anwander, Chris Tanner, Charles Chaussepied, Daniel Bloch, Barbara Artmann, Simone Arizzi, Nadja Lang, Michael Stauffacher, Thomas Vellacott, Paola Ghillani



3

Pourquoi et comment le livre blanc GO FOR IMPACT est-il né ?

Un constat : Nous avons actuellement en Suisse des modes de gestion et de consommation qui font que nous utilisons environ trois fois plus de ressources naturelles que ce qu'il faudrait pour respecter les limites de la planète sur la durée. Nous ne pouvons pas continuer ainsi d'hypothéquer l'avenir des générations futures. Dans notre propre intérêt, nous devons faire en sorte de gérer les ressources beaucoup plus efficacement. Les secteurs de l'alimentation, du logement et de la mobilité présentent le potentiel d'amélioration le plus élevé.

Une conviction : Cette situation représente à la fois un défi immense et une opportunité. Plus la Suisse sera rapide à s'engouffrer dans la brèche, plus sa marge de manœuvre, et les perspectives pour son économie, seront grandes.

Une évidence : Personne ne peut prétendre relever le défi seul. Pour obtenir des résultats concrets, les acteurs de l'économie, de la recherche, de la société civile et des pouvoirs publics doivent unir leurs forces, rechercher des solutions dans le dialogue et les mettre en pratique.

Un processus : À l'été 2015, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a donc invité des personnalités des milieux économiques, de la communauté scientifique, de la société civile et des pouvoirs publics à réfléchir pendant une année, dans le cadre du groupe d'impulsion « Dialogue Économie verte », aux moyens d'aborder et de réussir la mutation vers des modes de gestion et de consommation économes en ressources, aux modèles, aux approches et aux leviers les plus porteurs et aux acteurs à solliciter. Il faut noter que les membres du groupe ont participé au dialogue avant tout à titre personnel et non en tant que représentants de leurs organisations.

Un objectif : S'appuyant sur <la Vision 2050> du Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD) et sur la Stratégie pour le développement durable du Conseil fédéral, les membres du groupe d'impulsion sont rapidement tombés d'accord sur un objectif, faire en sorte que les quelque neuf milliards d'êtres humains qui composeront bientôt la population mondiale puissent vivre correctement tout en respectant les limites de la planète, et sur la nécessité pour la Suisse de contribuer à la réalisation de cet objectif par une réduction considérable de sa consommation de ressources. Ils se sont également ralliés aux objectifs de développement durable (ODD, cf. annexe) fixés par l'ONU à l'automne 2015, qui constituent pour eux un cadre de référence à la fois pragmatique et complet.

Un résultat : Le livre blanc GO FOR IMPACT est l'aboutissement des discussions du groupe d'impulsion, qui entend à travers cet attrayant modèle de réflexion non seulement inciter à la poursuite du dialogue qu'il a engagé mais aussi donner des clés concrètes pour transformer le défi des ressources naturelles en opportunité. Son utilité se mesurera au nombre de personnes qu'il permettra d'atteindre et de convaincre de passer à l'action, et finalement à sa capacité à conduire, grâce à l'intégration (INTEGRATE), l'innovation (INNOVATE) et l'orientation sur les résultats, à l'IMPACT souhaité, c'est-à-dire à la fois au recul de la consommation de ressources et à l'amélioration de la rentabilité et de la dimension sociale.

Une rampe de lancement : Le livre blanc GO FOR IMPACT a été présenté au public à l'occasion du Swiss Green Economy Symposium qui a eu lieu le 14 novembre 2016 à Winterthur. La manifestation a été utilisée pour mobiliser les personnes présentes autour du modèle de réflexion, susciter les premiers échanges à son sujet et amorcer ainsi le dialogue. Entreprises, chercheurs, acteurs de la société civile et pouvoirs publics sont tous invités à relayer l'impulsion, à former des réseaux et à initier des projets durables.

3.1
Quelle valeur lui
accorder ?

Le livre blanc GO FOR IMPACT est le fruit d'une année de réflexion. Il fait la synthèse des principales idées et des conclusions qui ont émergé des discussions du groupe d'impulsion et en retrace la genèse.

3.2
Quel usage en faire ?

Aussi attrayant soit-il, le livre blanc GO FOR IMPACT ne pourra conduire à des résultats concrets qu'en étant diffusé et relayé. Pour qu'il ne reste pas lettre morte mais serve véritablement d'impulsion, toutes les informations correspondantes sont librement accessibles et utilisables depuis Internet par l'ensemble des acteurs de l'économie, de la recherche, de la société civile et des pouvoirs publics.

Les **entrepreneurs** désireux d'avancer efficacement sur les questions de soutenabilité écologique et sociale peuvent s'aider du modèle pour choisir un angle d'attaque. Ils disposent là d'une totale liberté et peuvent parfaitement décider, selon la situation de leur entreprise, de ses points forts aussi, de commencer par développer des collaborations (INTEGRATE) ou de se concentrer directement sur l'innovation (INNOVATE) voire sur les résultats (IMPACT). GO FOR IMPACT peut faire office de source d'inspiration, de point de départ pour des discussions stratégiques, de base pour le développement de modèles d'affaires ou de listes de contrôle indiquant les étapes à suivre pour améliorer la durabilité, ceci non seulement à l'échelle de l'entreprise mais aussi au-delà.

Les **chercheurs** trouveront dans le modèle de réflexion de nouvelles pistes d'étude pour faire progresser la préservation des ressources et la durabilité. L'aide qu'ils peuvent apporter à l'économie, à la société et aux pouvoirs publics dans ces deux domaines est multiple : elle peut consister à mettre au point des méthodes et à fournir des informations pour contrôler les résultats obtenus (IMPACT), à initier des projets novateurs (INNOVATE) ou à permettre aux différents acteurs d'échanger dans le cadre protégé de projets pilotes ou de projets de démonstration (INTEGRATE).

Les acteurs de la **société civile**, notamment les organisations non gouvernementales, peuvent faire avancer les choses en se montrant critiques à l'égard du modèle de réflexion et en veillant à ce que les résultats soient effectivement au rendez-vous (IMPACT). Ils sont un maillon essentiel du processus qu'il est proposé d'engager, que ce soit dans le domaine de la collaboration (INTEGRATE) et des discussions autour des modes de gestion et de consommation économes en ressources ou dans le domaine de l'innovation (INNOVATE) et de l'élaboration de prototypes et de projets pilotes.

Les **pouvoirs publics** peuvent utiliser GO FOR IMPACT comme fil conducteur pour la suite du dialogue, s'inspirer de la dynamique proposée, s'en servir pour redonner de l'élan à leur action. Le modèle est aussi conçu pour encourager les gouvernements, les parlements et les administrations des niveaux fédéral, cantonal et communal à établir des conditions générales propices à des modes de gestion et de consommation économes en ressources et socialement soutenables, et pour inciter les autorités à mettre leur expertise au service du dialogue.

3.3 Où s'adresser ?

GO FOR IMPACT est accessible via le site Internet www.go-for-impact.ch, qui est hébergé dans un premier temps par le portail « Dialogue Économie verte » (www.economicverte.admin.ch). Les personnes intéressées peuvent se rendre sur le site pour partager leurs expériences avec le modèle, former des réseaux et trouver des partenaires.

4 Un défi : ne rien faire, c'est aller droit dans le mur.

Les connaissances actuelles sont sans appel : l'humanité vit comme si elle avait une seconde planète en réserve. Les recherches du Centre de résilience de Stockholm sur les limites planétaires montrent d'ailleurs que la capacité de régénération de la Terre est déjà largement dépassée dans les domaines notamment du changement climatique, de la biodiversité et de l'azote. La population mondiale ne se suffit plus des intérêts produits par la nature mais a entamé son capital, et les prévisions quant à sa croissance dans les décennies à venir indiquent que la pression est encore appelée à s'accroître. Malgré certains progrès environnementaux notables sur son territoire (par ex. dans le domaine de la qualité de l'eau), la Suisse a une part de responsabilité dans cette surexploitation du fait de ses modes de gestion et de consommation. Il ressort du reste que plus de 70 % des atteintes environnementales imputables à sa consommation sont causées à l'extérieur de ses frontières. Le débat scientifique sur ces phénomènes s'appuie aujourd'hui sur deux notions combinées pour la première fois en Suisse en 2015 : la notion de limites planétaires (et de seuil de sécurité) et celle d'empreinte écologique.

Les cinq principaux constats scientifiquement établis :

Constats à l'échelle du monde

1. La population mondiale a fortement augmenté ces dernières décennies et devrait passer de sept milliards d'individus aujourd'hui à plus de neuf milliards à l'horizon 2050 (Nations Unies, DAES 2015). L'activité économique, et partant le niveau de consommation, croissent à un rythme encore supérieur (OCDE 2012). Ces facteurs contribuent à la surexploitation de la planète, de façon plus ou moins importante selon la nature des produits et services fabriqués et consommés.
2. L'humanité est en train de dépasser les limites de ce que la Terre peut supporter et de s'approcher ainsi du seuil de sécurité au-delà duquel elle ne pourra plus vivre dans des conditions favorables (Rockström et al. 2009, Steffen et al. 2015).
3. Parallèlement à cette situation, qui s'explique par des mécanismes de marché défaillants (effets externes et manque d'information, cf. Fritsch et al. 2007), un cadre politique insuffisant (notamment l'absence de gouvernance internationale forte concernant les problèmes environnementaux) (Ruprecht et Hauser 2010) et des modes de consommation non durables (AEE 2013), on observe certains renversements de tendance, ou du moins certaines évolutions positives : les émissions globales de CO₂ stagnent alors que l'économie mondiale est en phase de croissance, les distances parcourues en véhicule individuel motorisé repartent à la baisse, la consommation de viande diminue dans de nombreux pays de l'OCDE et celle d'énergie se stabilise, etc.

Constats à l'échelle de la Suisse

4. Sur le plan national, la Suisse a réalisé certains progrès environnementaux ces dernières décennies (par ex. dans les domaines de la protection de l'eau et de l'air et de la protection contre les dangers naturels), mais a encore du retard à rattraper concernant les émissions de CO₂ et de bruit dues au trafic, l'écomorphologie des eaux et la biodiversité. La majorité des produits et des matières premières étant importés, une forte proportion des atteintes environnementales imputables à la consommation du pays sont causées hors de ses frontières. Cette proportion s'est même encore sensiblement accrue ces dernières années (Frischknecht et al. 2014), notamment à cause de l'alimentation, du logement et de la mobilité, qui sont les fonctions de consommation qui ont le plus d'impact sur l'environnement à l'étranger (Jungbluth et al. 2011).
5. Si tous les pays consommaient comme la Suisse, alors les limites planétaires seraient très largement dépassées (Dao et al. 2015).

Exemple pratique n° 1*

Électrification voilà un siècle du réseau ferroviaire

L'exemple de l'électrification ferroviaire entreprise par la Suisse au sortir de la Première Guerre mondiale constitue une remarquable illustration de la possibilité de se découpler d'une ressource non renouvelable. Le passage du charbon (importé) à l'électricité (d'origine hydraulique et domestique) a permis au pays de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, et a même très fortement contribué à l'essor économique qu'il devait connaître par la suite.

La Suisse serait-elle à nouveau capable d'une telle révolution en « décarbonisant » son économie ? Les chercheurs de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), qui ont étudié le sujet, pensent que la bascule vers des agents énergétiques totalement renouvelables est compliquée mais possible (<http://leure.epfl.ch/DDPP>). Ils estiment cependant qu'elle serait conditionnée par la disponibilité des énergies renouvelables et l'efficacité de l'utilisation des ressources, et qu'il faudrait en outre obligatoirement passer par des solutions transitoires telles que la capture et le stockage du carbone, la compensation des émissions de CO₂ ou l'utilisation du gaz pour la production d'énergie (surtout aux États-Unis). Leurs scénarios n'intègrent toutefois pas encore certaines grandes avancées technologiques (comme celles que nous vivons actuellement dans le domaine des télécommunications).

Exemple pratique n° 2

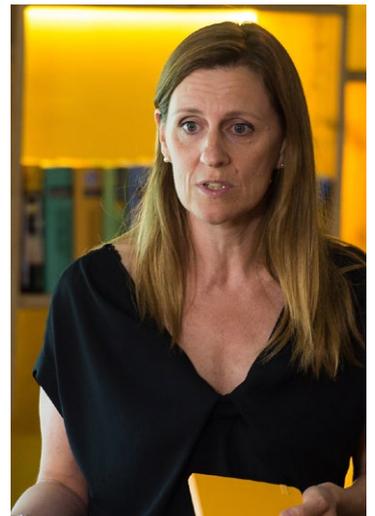
SV Group : une certaine idée de la restauration collective

En 2013, SV Group a modifié sa stratégie de durabilité en s'attaquant à son cœur de métier, à savoir en commençant par proposer dans ses restaurants des menus composés selon les principes d'une alimentation saine, régionale, saisonnière et pauvre en viande. Depuis, l'entreprise a enregistré une croissance de quelque 12 %, qui a plus que compensé le surcroît de dépenses lié à la nouvelle stratégie. Son image dans les médias s'est en outre considérablement améliorée.

Six facteurs ont été déterminants dans cette réussite :

- l'engagement de la direction ;
- la large implication des collaborateurs, et l'engagement de ces derniers ;
- la conclusion de partenariats externes ;
- la définition de priorités cohérentes, sur la base d'une analyse de pertinence ;
- le marketing autour de la valeur ajoutée apportée ;
- l'attente du marché (gros clients ayant eux-mêmes une stratégie de durabilité).

*Ces exemples pratiques ont été présentés et discutés par des membres ou des invités du groupe d'impulsion dans le cadre du processus de réflexion. Ils ont servi d'inspiration et de supports à une approche critique des questions étudiées.



5

Une conviction : il est encore possible de transformer le défi des ressources natu- relles en opportunité.

La Suisse a prouvé à maintes reprises par le passé qu'elle était capable d'aller au-devant des défis et d'en tirer avantage. Elle doit aujourd'hui démontrer qu'elle peut relever celui de la transition vers des modes de gestion et de consommation efficaces et sobres en ressources et s'ouvrir par la même occasion de nouvelles perspectives économiques. La réussite de ce découplage entre production de richesse et impact environnemental passera par les nouvelles technologies, l'investissement, l'innovation et la mise en réseau des acteurs concernés. Mais aussi par le plaisir, l'envie, le courage et, en lieu et place de tout passéisme, un regard résolument tourné vers l'avenir.

Treize idées maîtresses pour réussir le pari :

1. Bien que les changements climatiques et leurs effets soient déjà perceptibles (migration, etc.), nous n'avons pas réellement conscience en Suisse ni de la gravité ni de l'urgence de la situation. Nous risquons ainsi de laisser les choses se détériorer de façon insidieuse tant sur le plan économique que sur le plan écologique.
2. Une transformation s'impose. Que ce soit en matière d'alimentation, de logement, de mobilité ou de consommation, nous devons évoluer vers des modes de fonctionnement économes en ressources et ne pas nous laisser distancer sur ce terrain par le reste du monde.
3. Cette transformation ouvre de formidables perspectives économiques. Si nous ne voulons pas rater le coche, nous devons bâtir sur l'existant et saisir les opportunités.
4. Pour rester compétitive, l'économie tout entière doit se convertir aux principes des cycles écologiques et de la responsabilité sociale.
5. Si elle doit préserver ses avantages concurrentiels, la Suisse doit aussi se rappeler qu'elle n'est pas une île et réduire les atteintes environnementales qu'elle cause à l'étranger. Les leviers pour y parvenir sont connus et n'exigent pas forcément une totale transparence sur les filières d'approvisionnement pour être actionnés.
6. Même si des progrès sont encore possibles et nécessaires sur le territoire national, le potentiel d'amélioration est encore plus grand à l'étranger, là où l'empreinte écologique de la Suisse est la plus importante.
7. La transformation qu'il s'agit d'opérer doit être perçue comme une chance pour la Suisse, un processus qui concerne l'ensemble de la société et implique le concours à la fois de l'économie, de la recherche, de la société civile et des pouvoirs publics.
8. Les acteurs concernés ont besoin de moyens d'action concrets, et ce à tous les stades de la chaîne de valeur.
9. Il faut adopter une approche systémique pour identifier et exploiter les synergies, mais aussi éviter les incitations perverses.
10. Il faut libérer l'esprit d'initiative : les exigences réglementaires doivent être en adéquation avec l'état des connaissances scientifiques (objectifs scientifiquement fondés) et être dynamiques pour ne pas désavantager les pionniers.

11. Que ce soit dans son rôle de régulateur, de coordinateur, de communicateur, d'ambassadeur ou d'acheteur, l'État doit en permanence rechercher la durabilité et la transparence.
12. L'État doit s'appuyer sur une palette d'instruments transparents et savamment articulés entre eux.
13. Il faut inventer de nouvelles valeurs, de nouveaux styles de vie alliant plaisir et sobriété. Replacer l'humain au centre de tout.

5.1 Un monde en pleine mutation, marqué par des tendances à fort potentiel

Le monde vit actuellement des changements extraordinaires, et parfois étonnants d'ampleur et de rapidité, dans les domaines des énergies renouvelables et des technologies de communication. Et même si les choses avancent en parallèle beaucoup trop lentement en ce qui concerne, par exemple, la sortie du charbon ou la reconstitution des populations animales menacées – encore qu'on constate là aussi des améliorations qu'on pensait impossibles (par ex. pour les tigres) –, certains modes de comportement pourtant ancrés de longue date dans les habitudes sont eux aussi en train de se modifier : on observe ainsi que les jeunes sont de moins en moins nombreux à apprendre à conduire du fait de la plus grande facilité à utiliser les smartphone et à accéder aux réseaux sociaux dans les transports en commun ; mais on s'aperçoit aussi que, pour cette même raison, les enfants et les adolescents font moins de vélo.

De fait, la rapidité, la complexité, le caractère connecté et hybride du monde actuel ont une influence directe sur les décisions des consommateurs et des citoyens. La numérisation apparaît dès lors comme une des clés de la transition vers des modes de gestion et de consommation efficaces et sobres en ressources, à la fois du fait des changements qu'elle peut susciter dans les comportements, de l'aide qu'elle peut constituer pour tracer les produits et les déchets ou porter au grand jour les méfaits envers l'environnement, ou même de l'effet positif qu'elle pourrait avoir sur les niveaux de vie de par l'accroissement de la connectivité. Et encore, elle ne fait que commencer, et a à n'en pas douter de nombreuses autres opportunités à offrir (on imagine, par ex., le potentiel de la virtualisation en termes d'efficacité des ressources), qu'il ne tient qu'à nous de savoir saisir.

6 Un objectif : l'avenir que nous voulons.

Nous devons faire en sorte que notre pays ait, d'ici à deux générations environ, une organisation économique et sociale telle qu'il puisse contribuer à ce que les quelque neuf milliards d'individus qui composeront alors la population mondiale puissent vivre bien dans les limites de la planète. Nous devons réduire de façon drastique notre empreinte écologique et laisser à nos enfants et petits-enfants des conditions favorables à une vie heureuse et en harmonie avec la nature.

Cet idéal correspond aux objectifs que l'ONU, mais aussi l'UE, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE 2012) et le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD 2010), souhaitent atteindre à l'échelle internationale.

Il est aussi partagé par la Suisse, qui a montré qu'elle y adhère en s'associant aux objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015 (Nations Unies 2015 ; ODD, cf. annexe). Le Conseil fédéral a même adopté en janvier 2016 une Stratégie pour le développement durable (SDD) articulée autour de d'objectifs à long terme pour le pays.

Parmi ces champs d'action, six ont un rapport avec la question des modes de gestion et de consommation efficaces et sobres en ressources, dont deux un rapport particulièrement étroit : « Consommation et production » et « Système économique et financier ».

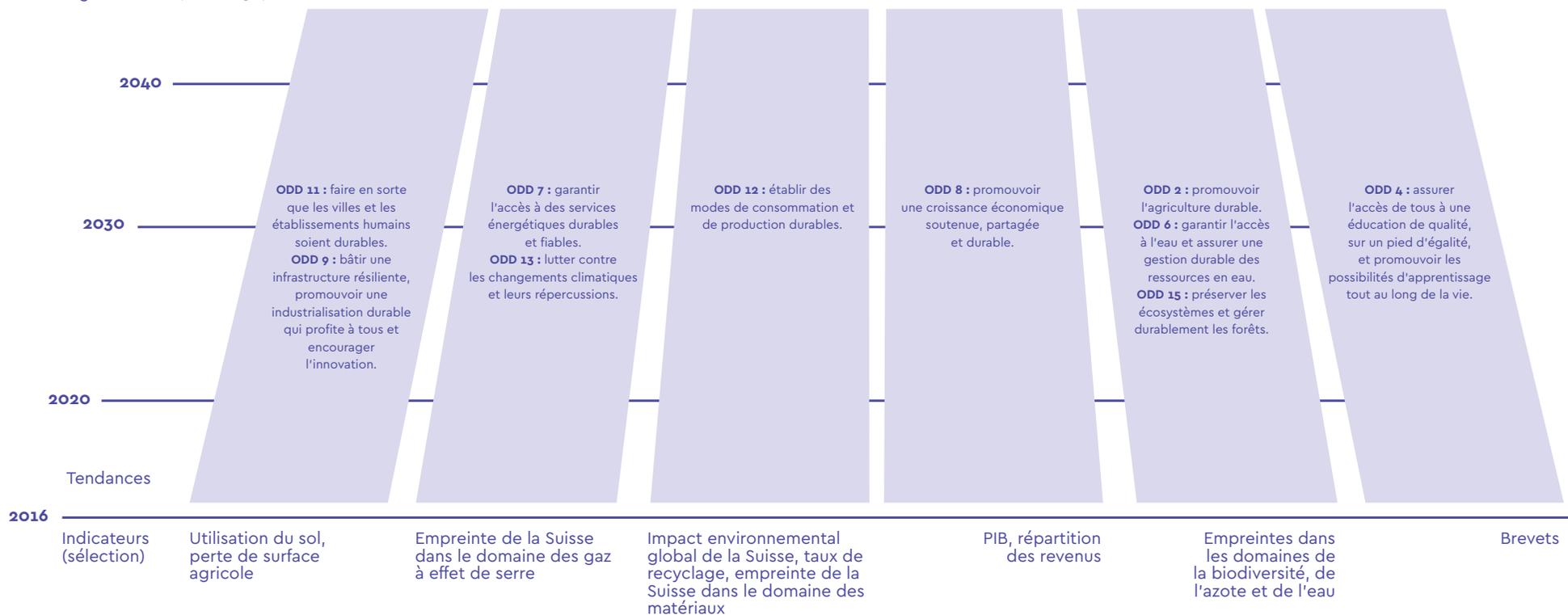
Le groupe d'impulsion a convenu de définir son idéal en partant des cadres internationaux et nationaux existants et en s'inspirant de la <Vision 2050> du WBCSD. Il a aussi pris le parti de reprendre les champs d'action de la SDD (SDD, Conseil fédéral 2016), ou plus précisément les six champs d'action mentionnés ci-dessus : les membres ont fait le choix délibéré de laisser de côté les trois champs d'action en rapport avec la dimension sociale, tout en s'accordant sur la nécessité de veiller à ce que les avancées économiques et écologiques ne se fassent pas au détriment de cette dimension (cf. description du processus), et en reconnaissant par ailleurs, d'une part, qu'il ne peut y avoir de développement économique et social sans une eau propre, un air sain et des sols fertiles et, d'autre part, que les groupes de population les plus pauvres et les plus fragiles sont ceux qui souffrent le plus des effets des changements climatiques et de la pollution.

Idéal (objectif)

Les quelque neuf milliards d'individus qui composent la population mondiale vivent bien et en harmonie avec les limites de la planète. La Suisse a contribué à ce que cela soit possible. Elle a réussi à réduire son empreinte écologique de façon drastique et à transformer ce défi en opportunité.

Champs d'action	Développement urbain, mobilité et infrastructures	Énergie et climat	Consommation et production	Système économique et financier	Ressources naturelles	Formation, recherche et innovation
Situation visée à l'échelle du monde	Infrastructures résilientes. Villes / établissements humains ouverts à tous, sûrs et durables.	Limite de 2° C de réchauffement respectée. Approvisionnement en énergie sûre et renouvelable garanti.	Empreinte liée à la consommation supportable par la planète. Production sobre en ressources et respectueuse du principe de la fermeture des cycles de matières. Déchets réduits à zéro.	Croissance économique durable. Prix reflétant intégralement les coûts. Secteur financier durable.	Appauvrissement de la biodiversité stoppé. Extraction des matières premières respectueuse de l'environnement.	Accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité. Possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
Situation visée à l'échelle de la Suisse	Terres agricoles préservées. Croissance concentrée dans les régions déjà urbanisées. Centres multifonctionnels limitant les distances à parcourir et assortis d'une offre de transport bien coordonnée. Bâtiments et infrastructures construits et exploités selon les principes de l'efficacité des ressources et de la fermeture des cycles de matières.	Besoins en énergie couverts à partir de sources renouvelables sûres (2000 watts par personne). Contribution appropriée au respect de la limite de 2° C de réchauffement.	Principes de précaution et du pollueur-payeur respectés. Impact environnemental limité et ressources naturelles préservées le long de la chaîne de production. Mode de vie sobre en ressources attrayant et facile à adopter.	Système économique et financier compétitif et résilient, mais aussi transparent, ouvert et innovant. Biens communs et ressources répartis équitablement. Coûts externes internalisés.	Limites planétaires respectées (au prorata du nombre d'habitants). Impact environnemental à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national ramené à un niveau supportable pour la nature.	Place scientifique forte, développant des solutions porteuses d'avenir et contribuant à la résolution des problèmes mondiaux. Système de formation préparant chaque individu à agir de façon autonome.

Dans deux générations (vers 2050)



7

Une évidence : il faut agir là où c'est le plus efficace.

La Suisse est très active sur la question de la transition vers des modes de gestion et de consommation efficaces et sobres en ressources. La multitude d'initiatives, de projets, de groupes de travail, de forums, de manifestations et de programmes qui existent dans le domaine en témoigne (cf. aperçu des initiatives et projets en place en annexe). Les indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis en matière d'économie verte (OFEV 2016) font toutefois ressortir un décalage entre cette profusion d'activités et les résultats qui sont effectivement obtenus. Même si nous sommes parvenus à la découpler de notre croissance économique en termes relatifs, notre consommation de ressources reste bien trop importante en termes absolus. Et il nous faut nous rendre à l'évidence : nous ne pouvons ni poursuivre ainsi ni nous contenter de menues avancées. Nous devons progresser plus rapidement dans la réalisation des ODD et nous attacher pour ce faire, non pas à multiplier les mesures, mais à agir là où c'est le plus efficace et à coordonner intelligemment les dispositifs déjà en place. Nous devons faire en sorte que produire et consommer de façon durable et économe en ressources devienne la norme.

Les mesures doivent être davantage axées sur l'obtention de résultats plus tangibles, soit grâce à une mise en œuvre plus large soit grâce à des critères plus pertinents. Celles qui se révèlent efficaces dans un domaine donné doivent en outre être transposées dans un maximum d'autres domaines, en particulier dans ceux de la mobilité, du logement et de l'alimentation, qui sont les trois fonctions de consommation qui exercent la plus forte pression sur les ressources.

8

Quatre groupes d'acteurs : des rôles bien définis mais pas figés.

Il existe déjà une très grande variété de mesures et d'instruments dédiés à la transition vers des modes de gestion et de consommation efficaces et sobres en ressource. En s'appuyant sur les ODD, l'aperçu des initiatives et des projets en place (cf. annexe) et l'exposé succinct de la politique menée par Hugo Boss en matière de durabilité (cf. exemple pratique n° 4), les membres du groupe d'impulsion se sont interrogés sur la façon dont chacun des quatre groupes d'acteurs dont ils sont issus (économie, science, société civile et politique / État) pourrait accélérer le mouvement.

En substance, cette auto-évaluation a fait ressortir que :

- le rôle de l'économie est d'être un moteur et de mettre en application ;
- le rôle de la science est d'innover et de soutenir ;
- le rôle de la société civile et des ONG est de mobiliser et de formuler des revendications ;
- le rôle de l'État est de soutenir, de transmettre, de réguler et d'assurer la coordination avec l'action menée à l'international.

Les membres du groupe d'impulsion soulignent toutefois qu'il faut faire preuve de flexibilité dans l'application de ce modèle de répartition des rôles et savoir l'adapter en fonction des situations : considérer ce modèle traditionnel comme immuable serait par définition incompatible avec la transformation dynamique qu'il s'agit d'opérer.

Exemple pratique n° 3

Vision 2050 du Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD)

Le rapport « Vision 2050 » a été élaboré en 2009 à l'initiative de l'économie, mais avec le concours de parties prenantes issues de la recherche et de la société civile. En partant d'un scénario dit « business as usual », soit de l'évolution à attendre en l'absence de changement, ses auteurs ont commencé par développer une vision pour l'horizon 2050 dans le cadre d'un large processus de concertation. Ils se sont ensuite appuyés sur cette vision pour établir une feuille de route avec neuf domaines d'action prioritaires, à chaque fois assortis d'objectifs (finaux mais aussi intermédiaires) et d'indicateurs de succès spécifiques.

La feuille de route a d'abord servi à passer en revue les opportunités d'affaires qui pourraient découler de la <Vision 2050> pour les entreprises. Afin de faciliter sa mise en œuvre, le WBCSD a ensuite élaboré un plan d'action baptisé « Action 2020 », faisant la part belle aux solutions concrètes (business solutions) trouvées par ses membres pour contribuer à la réalisation de la vision. Plusieurs pays (dont la Pologne, le Brésil, la Nouvelle-Zélande et Taïwan) ont adapté la <Vision 2050> au plan national en définissant leurs propres domaines d'action prioritaires ainsi que leurs propres objectifs.

L'ambition du WBCSD n'est pas de convertir le monde entier à sa vision mais d'impulser un mouvement dans sa direction.

Exemple pratique n° 4

Gestion de la durabilité chez Hugo Boss

La gestion de la durabilité a beaucoup évolué chez Hugo Boss comme dans le reste de l'industrie de l'habillement. Heinz Zeller, Head of Sustainability & Logistics chez Hugo Boss Ticino SA, explique que, si elles étaient au départ très autocentrées et d'ailleurs essentiellement destinées à répondre à la pression des grandes marques d'articles de sport et à réduire les risques de coûts et de réputation, les activités de son entreprise et du secteur dans ce domaine sont désormais basées sur une approche globale visant à agir sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et intégrant aussi bien les aspects environnementaux classiques (émissions de CO₂, extraction de ressources, etc.) que les aspects sociaux (conditions de travail équitables, etc.).

Hugo Boss s'attache à développer avec ses fournisseurs des relations basées sur le partenariat. L'entreprise prend des mesures concrètes pour véhiculer ses valeurs. Elle mise en outre sur des normes publiquement accessibles et mesurables s'agissant de ses performances (Natural Capital Protocol, Global Social Compliance Programme, etc.), et de plus en plus aussi sur une politique open source.

Heinz Zeller estime que, pour progresser plus rapidement et plus efficacement sur la voie du développement durable, l'industrie de l'habillement a besoin

- d'initiatives, de labels et de certificats qui lui permettent de disposer d'informations factuelles ;
- d'un soutien plus marqué de la part de la science dans la recherche de solutions orientées sur l'efficacité (à l'image de celui fourni aux entreprises britanniques par le Cambridge Institute for Sustainability Leadership ou l'EPSRC Centre for Innovative Manufacturing in Industrial Sustainability) ;
- d'un engagement fort venant des associations professionnelles pour qu'un maximum d'entreprises puissent prendre des mesures de durabilité et d'efficacité sans que cela ne soit trop coûteux ;
- d'une réévaluation de ses priorités, autrement dit de répondre à la question de savoir s'il faut poursuivre la mise en place de la certification du coton, ou bien se focaliser sur les développements possibles au niveau de l'élevage, ou bien encore accorder la priorité à d'autres secteurs selon leur potentiel d'amélioration en matière de durabilité ;
- de critères de référence clairs et comparables (grâce, par ex., à la monétarisation des coûts sociaux et écologiques).

9 Un chemin : les voies à suivre pour parvenir plus rapidement et plus efficacement à une économie viable et sobre en ressources

La Suisse peut être fière de ce qu'elle a accompli. Même si nous n'avons pas solutionné tous les problèmes, nous avons en effet réalisé d'importants progrès en matière de protection de l'environnement, par exemple dans les domaines de la préservation de la biodiversité et de la prévention des décès prématurés dus au bruit et à la pollution atmosphérique. Nous avons aussi réussi à vivre en paix et en sécurité et à venir quasiment à bout de la pauvreté. Mais cela a un prix pour les autres régions du monde (où nos matières premières sont extraites et nos produits fabriqués) et en aura un également pour les générations futures (puisque nous avons entamé notre capital naturel et ne vivons plus seulement sur ses intérêts). L'idée que nous devons aller vers davantage de durabilité fait donc de plus en plus son chemin dans la société comme dans les pratiques entrepreneuriales. L'association faitière economiesuisse et SwissHoldings écrivent ainsi, dans le rapport « Responsabilité sociale des entreprises : le point de vue des entreprises » publié en 2015, que les entreprises ont conscience que « prendre en compte le concept de durabilité permet d'atteindre le succès économique à long terme », qu'elles souhaitent par conséquent travailler en partenariat avec les pouvoirs publics et « sont, à tout le moins, une partie de la solution et non le problème ». Les associations environnementales et les organisations de développement, les instituts de recherche (par ex. des EPF, des universités et des hautes écoles spécialisées) ainsi que de nombreux services de l'État se sont eux aussi saisis de la question et s'engagent en faveur d'une société plus durable.

Pour apporter leur pierre à l'édifice, les membres du groupe d'impulsion ont de leur côté formulé les exigences et recommandations qui doivent selon eux être suivies pour rendre la transition vers des modes de gestion et de consommation viables et sobres en ressources à la fois plus rapide et plus efficace. Ils ont ensuite fait la synthèse de ces exigences et recommandations dans le schéma GO FOR IMPACT, qui fait ressortir :

un objectif commun central :

- adopter des modes de vie et de gestion viables et sobres en ressources pour contribuer à la réalisation des ODD.

et trois axes d'action à fort potentiel :

- promouvoir l'innovation
- développer la coopération
- agir là où c'est le mieux et le plus efficace



« La Suisse ne pourra pas se soustraire aux changements de l'économie mondiale en restant passif. »

PHILIPPE THALMANN, EPFL

« L'État doit tenir compte du principe de proportionnalité et laisser de la place à l'initiative. »

DANIEL BLOCH, CHOCOLATS CAMILLE BLOCH SA

« La Suisse devrait se fixer pour objectif de devenir la Silicon Valley du développement durable. »

PAOLA GHILLANI

« La recherche et l'économie cherchent constamment à améliorer leur efficacité sur le plan des ressources. Elles n'ont pas besoin que l'État leur prenne la main. »

RUEDI NOSER, CONSEILLER AUX ÉTATS PLR, ZURICH

« Ce qui importe, c'est d'offrir des moyens d'action concrets aux clients. »

NADJA LANG, MAX HAVELAAR SUISSE

« Nous ne faisons plus de distinction dans notre stratégie entre croissance économique et croissance durable. Les deux sont indissociables si on regarde les choses sur le long terme. »

SIMONE ARIZZI, DUPONT EUROPE

« De par sa structure économique, la Suisse ne peut qu'avoir une certaine responsabilité dans les atteintes environnementales observées hors de ses frontières. »

STEFANIE HELLWEG, EPFZ

« Demain, les villes seront le point de rencontre de toutes les innovations. »

URSULA WYSS, PS,
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE LA VILLE DE BERNE

« Les investisseurs veulent de la sécurité. Or cela implique souvent un certain niveau de réglementation. C'est un sujet sensible. »

STEPHAN ATTIGER, PLR,
CONSEILLER D'ÉTAT DU CANTON D'ARGOVIE

Exemple pratique n° 5

Le secteur horloger et joaillier en route vers la durabilité

En 2005, quatorze organisations de l'ensemble du secteur du diamant, de l'or et de la joaillerie se sont regroupées au sein du Responsible Jewellery Council (RJC) dans le but de promouvoir l'application de pratiques commerciales responsables tout au long de la chaîne de valeur et de garantir ainsi l'origine éthique des bijoux.

Selon les indications de son vice-président, Charles Chaussepied, le RJC compte aujourd'hui des membres issus du monde entier (29 pays différents au total) et intervenant à tous les stades de la chaîne de valeur. Pour réaliser son objectif d'une filière d'approvisionnement responsable à l'échelle mondiale et dans tout le secteur horloger et joaillier, le groupement s'est en outre doté d'une norme que les membres intéressés peuvent s'engager à appliquer et dont le respect est contrôlé par des sociétés de certification accréditées.

Principaux facteurs expliquant le succès du RJC :

- Action proactive (anticipation de la réglementation) ;
- Sensibilité du secteur au risque de réputation lié aux aspects environnementaux et sociaux sur l'ensemble de la filière d'approvisionnement ;
- Implication de toute la chaîne de valeur ;
- Crédibilité grâce au recours à une certification externe ;
- Entreprises de renom comme porte-drapeaux.

Un bémol : le RJC n'est qu'une petite étape ; le chemin de la durabilité s'annonce long pour ce secteur à la chaîne de valeur complexe, internationale et éclatée (petites structures artisanales).

Exemple pratique n° 6

WWF Seafood Group : récit d'une success story

Le WWF Seafood Group a été créé en 2007 à l'initiative du WWF, avec Coop comme premier partenaire. Il réunit aujourd'hui onze entreprises actives dans le commerce de gros et de détail en Suisse, qui se sont engagées, en y adhérant, à intégrer graduellement dans leur assortiment des poissons issus de stocks gérés selon des méthodes durables ou provenant d'élevages respectueux de l'environnement jusqu'à le convertir entièrement à terme. Fin 2014, la part de poissons certifiés MSC et ASC sur le marché global atteignait 17 %, dont la plus grosse partie était commercialisée par les deux grands distributeurs Migros et Coop.

L'exemple du WWF Seafood Group montre qu'il est essentiel d'avoir dès le départ les bons partenaires pour mener à bien une initiative : l'idée de démarrer avec des associés peu nombreux mais engagés, puis de s'ouvrir assez rapidement à d'autres entreprises intéressées, a été couronnée de succès. Il met aussi en lumière les possibilités d'action de la Suisse : à l'instar des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne, notre pays est à l'avant-garde dans le domaine agroalimentaire ; sa petite taille et sa culture du consensus lui confèrent en outre la capacité de mettre en œuvre des projets pilotes rapidement, de façon à ce qu'ils puissent ensuite être diffusés.

10 Un processus : groupe d'impulsion « Dialogue Économie verte » – une démarche intense et créative.

Le groupe d'impulsion « Dialogue Économie verte » est né d'une évidence : la transition vers des modes de gestion et de consommation efficaces et sobres en ressources est un défi qui concerne l'ensemble de la société et que personne ne peut prétendre relever seul. C'est en effet ce constat qui, à l'été 2015, a conduit l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) à inviter une vingtaine de personnalités des milieux économiques, de la communauté scientifique, de la société civile et des pouvoirs publics, choisies pour leur diversité, à participer à un processus de réflexion et d'échange d'idées animé et accompagné où elles interviendraient non pas en tant que représentantes de leurs organisations mais à titre personnel.

Pendant ce processus, chaque membre du groupe d'impulsion a notamment pu :

- apporter l'expérience qu'il a acquis dans son environnement professionnel et personnel ;
- poser un œil critique sur les directions prises par le groupe ;
- permettre au groupe de travailler en prise avec l'extérieur en le mettant en relation avec des personnes et des organisations tierces et en apportant des faits et des exemples ;
- participer à l'étude approfondie de thèmes choisis.

10.1 Mission du groupe d'impulsion

Les membres du groupe d'impulsion souhaitent fournir à l'économie, à la science, à la société civile et aux pouvoirs publics des amorces de solutions pour renforcer la place de la préservation et de l'efficacité des ressources dans la démarche de développement durable. Estimant que l'humanité n'a qu'une planète à disposition et que celle-ci ne peut continuer d'être surexploitée aux dépens des autres régions et des générations futures, ils se sont fixé comme mission de s'appuyer sur les expériences réalisées en Suisse et à l'étranger et sur le dialogue pour donner des impulsions concrètes en faveur du développement de l'économie verte, à savoir pour :

- faire un examen critique de la situation et en tirer des idées maîtresses ainsi qu'un idéal à long terme pour la Suisse ;
- apporter une contribution significative à la définition des principes devant guider l'action dans la transition vers une économie verte ;
- définir les préalables et conditions générales de nature à favoriser la réussite du processus de changement ;
- identifier les multiplicateurs et leviers à utiliser pour maximiser l'impact ;
- repérer les potentiels de réduction massive des atteintes à l'environnement ainsi que les opportunités en découlant pour les entreprises ;
- déterminer les approches à adopter pour parvenir, par un large dialogue basé sur le partenariat, à ancrer plus fortement les modes de gestion et de consommation efficaces et sobres en ressources dans l'économie, la science et la société.

10.2

Définition de l'économie verte

Le groupe d'impulsion a pris comme point de départ la définition donnée dans le plan d'action Économie verte (Conseil fédéral, 2013), dans lequel l'économie verte est décrite comme un mode de gestion qui

1. tient compte du caractère limité des ressources naturelles et de la nécessité de respecter la capacité de régénération des ressources renouvelables,
2. vise à améliorer l'efficacité de ces ressources,
3. contribue de ce fait à renforcer les performances de l'économie, et
4. aide par là même à renforcer le bien-être en général.

Il faut préciser que le groupe englobe dans les ressources naturelles l'eau, le sol, la forêt, l'air, le calme, la biodiversité, la stabilité climatique, les écosystèmes, les sources d'énergie et les métaux.

10.3

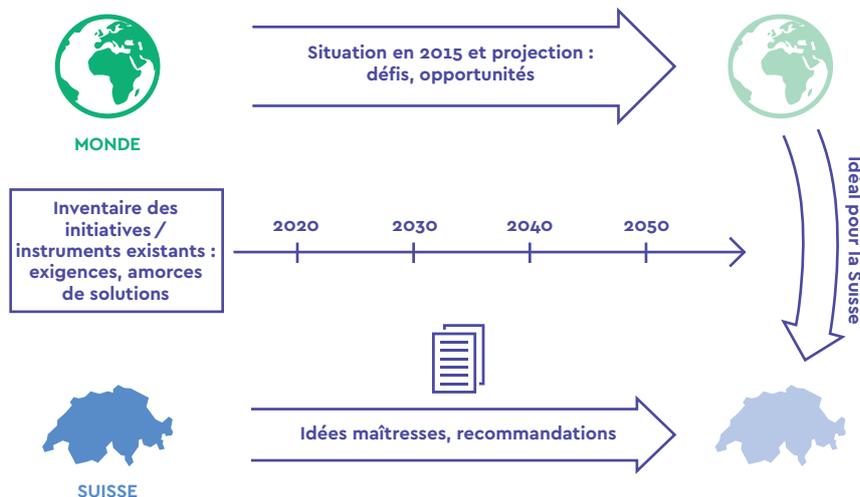
Contours et principes de la réflexion

De par la complexité et l'étendue du sujet, mais aussi le peu de temps à disposition, impliquant concentration et efficacité, les membres du groupe d'impulsion ont dû commencer par poser les contours de leur réflexion. Ils ont arrêté les principes suivants :

1. **Ordre économique :** Le groupe se base sur un ordre économique libéral. Il part du principe que le rôle de l'État est de créer des conditions générales propices au changement et que l'objectif est de parvenir à une croissance économique qualitative, avec un découplage absolu entre production de richesse et impact environnemental.
2. **Concentration sur l'économie et l'environnement :** Le groupe focalise son attention sur l'interaction entre économie et environnement, soit sur deux des trois dimensions du développement durable. Il considère toutefois que préserver les ressources et renforcer l'économie permettra automatiquement de progresser aussi sur la dimension sociale.
3. **Complément aux politiques sectorielles en place :** Le groupe concentre sa réflexion sur les domaines prioritaires « Consommation et production » et « Déchets et matières premières » du plan d'action Économie verte du Conseil fédéral, et entend mener ainsi une réflexion complémentaire des politiques sectorielles fédérales en place dans les domaines du climat, de l'énergie, de la biodiversité, de l'aménagement du territoire et de la mobilité.
4. **Cadre de référence global :** Le groupe intègre dans sa réflexion les conséquences des activités économiques et de la consommation de la Suisse à l'étranger (perspective de l'empreinte écologique).
5. **Évolution linéaire :** Le groupe se base sur la situation telle qu'elle est connue à ce jour. Il ne tient compte ni des crises ni des avancées technologiques qui sont susceptibles de se produire, puisqu'elles sont par définition difficilement prévisibles. Mais il va de soi que de tels événements pourraient considérablement modifier le cours des choses.
6. **Innovation :** Le groupe part du principe que l'amélioration des performances environnementales doit aussi venir d'innovations techniques et sociétales, et pas seulement de mesures visant à réaliser des gains d'efficacité comme on peut déjà en voir dans les domaines, par exemple, du climat et de l'énergie.
7. **Approche systémique :** Le groupe estime qu'il ne faut pas considérer chaque secteur séparément mais adopter une approche systémique, dont les limites doivent être définies judicieusement.

- 8. Valeurs et éducation :** Le groupe pense qu'il faut donner à chaque individu les moyens de contribuer au changement, que l'éducation (tous niveaux confondus) a un rôle central à jouer de ce point de vue, et qu'il est par ailleurs nécessaire de conduire un débat de société sur les conditions générales à établir, au niveau sociétal justement, pour favoriser la transition (par ex. valeurs, comportements).

Démarche du groupe d'impulsion



10.4 Réunions tenues

- **31.08.2015** Lancement du groupe d'impulsion, Berne
- **16.11.2015** Point sur l'état des connaissances et les lacunes à combler, Berne
- **07.12.2015** Point sur l'objectif à atteindre à long terme, Zurich
- **14. / 15.01.2016** Constitution, Rüslikon
- **24.03.2016** Rencontre politique, Olten
- **10.05.2016** Inventaire des initiatives existantes et formulation des premières exigences, Berne
- **20.06.2016** Point sur les exigences et le produit final, Zurich
- **28.06.2016** Point sur les exigences et le produit final, Berne
- **05.09.2016** Adoption du livre blanc GO FOR IMPACT, Zurich
- **14.11.2016** Présentation du livre blanc lors du symposium Swiss Green Economy, Winterthour

IMPRESSUM

GO FOR IMPACT, une réalisation du groupe d'impulsion « Dialogue Économie verte »

Période de réalisation : du 31 août 2015 au 5 septembre 2016

Date de publication : 14 novembre 2016

Responsables du projet : Adrian Aeschlimann, Véronique Ruppert Schmitt, Office fédéral de l'environnement (OFEV), Ittigen

Conception : agence YJOO, Zurich

Animation et accompagnement : geelhaarconsulting, Berne

Photos : Andreas Uher, Bregenz (les photos figurant dans ce rapport ont été prises à l'occasion de la dernière réunion du groupe d'impulsion qui a eu lieu le 5 septembre 2016 à l'Impact Hub de Zurich)

Rédaction : Adrian Aeschlimann

Conseil technique et contributions thématiques : Andreas Hauser / Loa Buchli (OFEV) ; Marcel Engel, Global Compact Network Germany, Berlin ; Patrick Camele / Peter Lutz, SV Group, Dübendorf ; Heinz Zeller, Hugo Boss Ticino, Coldrerio ; David Bosshart, Gottlieb Duttweiler Institut, Rüschlikon ; Karine Siegwart, sous-directrice de l'OFEV, Ittigen.

Annexe

Les 17 objectifs de développement durable (ODD)

1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.
2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.
6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.
10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.
12. Établir des modes de consommation et de production durables.
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.
14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.
16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.
17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitalise.

Sélection d'initiatives et de projets en cours.

NOM DU PROJET, DE L'INITIATIVE						LIEN INTERNET
	ALIMENTATION LOGEMENT/ÉNERGIE	MOBILITÉ	MATIÈRES PREMIÈRES/RESSOURCES	PRODUCTION/TRANSFORMATION	DIVERS	
«Bern isst Bern»	x		x			www.facebook.com/bernisstbern
10 year framework UNEP (10-jahres Programm für nachhaltige Konsum- und Produktionsmuster)	x	x	x	x		www.unep.org/10yfp/
2° Investing Initiative					x	www.2degrees-investing.org/fr/
aargaumobil			x			www.aargaumobil.ch/
AgroCleanTech Verein	x			x		www.agrocleantech.ch
Alliance Sud	x	x	x	x		www.alliancesud.ch
B Impact Assessment	x	x	x	x	x	www.b-lab.force.com/bcorp
Better Cotton Initiative (BCI)			x	x		www.bettercotton.org/about-better-cotton/
Better Gold Initiative (BGI)			x	x		www.seco-cooperation.admin.ch/themen/05404/05405/05406/05411/index.html?lang=de
BFE-Leuchtturmprojekte	x	x				www.bfe.admin.ch/cleantech/05764/index.html?lang=de
BFE-Pilot- und Demonstrationsprojekte sowie Leuchtturmprojekte	x	x				www.bfe.admin.ch/cleantech/05765/index.html?lang=de
Brennstoffzellenbus in Brugg			x			www.postauto.ch/de/abh%C3%A4ngigkeit-von-fossilen-brennstoffen-reduzieren
Bündnis für nachhaltige Textilien Deutschland			x	x		www.textilbuendnis.com/de/
Business Environment Performance Initiative BEPI				x		www.bepi-intl.org/
Centrale Mobilité Ziplo (Bus-, Velo-, Auto-Carsharing Dienst)			x			www.ziplo.ch/
Climate Alliance	x	x				www.klimabuendnis.org
Climate Bond Initiative					x	www.climatebonds.net/
CO2-Abgabe	x		x			www.bafu.admin.ch/klima/13877/14510/14511/index.html?lang=de
Das Gebäudeprogramm	x					www.dasgebaeudeprogramm.ch/
Diamond Development Initiative (DDI)			x	x		www.ddiglobal.org/
Ecofaubourg Schlieren	x	x	x	x		www.futura-schlieren.ch/
EICC/GeSI Conflict Free Smelter Programme			x	x		www.conflictreesourcing.org/conflict-free-smelter-program/
Empfehlung zur Wahl der Datierungsart	x		x			www.blw.admin.ch/themen/01803/01804/index.html?lang=fr
Energie/Solar Initiative (D)	x					www.windkraft-journal.de/2016/02/02/mainova-oekostrom-vom-eigenen-dach-fuer-frankfurter-mieter-und-hausbesitzer/78719
Energie- und Umweltzentrum Allgäu	x					www.eza-allgaeu.de/
energieAARGAU	x	x				www.ag.ch/de/bvu/energie/strategie_konzepte/leitlinien_der_kantonalen_energiepolitik/ausrichtung_der_kantonalen_energiepolitik_1.jsp
energieberatungAARGAU	x					www.ag.ch/de/bvu/energie/bauen_energie/energieberatung_aargau_1/energieberatung_aargau.jsp
Energieeffizienz-Zielvereinbarungen	x		x			www.energieschweiz.ch/unternehmen/zielvereinbarungen.aspx

NOM DU PROJET, DE L'INITIATIVE						LIEN INTERNET	
	ALIMENTATION	LOGEMENT/ÉNERGIE	MOBILITÉ	MATIÈRES PREMIÈRES/RESSOURCES	PRODUCTION/TRANSFORMATION		DIVERS
Energieetikette (Elektro- u. Informatikgeräte, Personenwagen, Fenster etc.)	x	x	x	x			www.bfe.admin.ch/energieetikette/
Erarbeitung von ökologische Einkaufskriterien und für die Kontrolle deren Einhaltung; Ausbildung der Beschaffungsstellen; Förderung von funktionalen Ausschreibungen zugunsten Cleantech-Technologien; Austausch mit Kantonen und den Privatwirtschaft; Beratung, Unterstützung und Sensibilisierung der Beschaffungsstellen	x	x	x	x	x		www.bafu.admin.ch/wirtschaft/15556/15883/index.html?lang=de
Erklärung von Bern	x	x		x	x	x	www.evb.ch
EU Timber Regulation				x	x	x	www.ec.europa.eu/environment/eutr2013/index_de.htm
Expertengespräche Power-to-Gas				x	x	x	www.google.ch/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0ahUKewjqp6ql9v7LAhXCvYwKHdRjCo4QFggvMAI&url=http%3A%2F%2Fwww.iet.hsr.ch%2Ffileadmin%2Fuser_upload%2Fiet.hsr.ch%2FPower-to-Gas%2FExpGespr20160413%2FEinladung_Powerto-Gas_13042016_01.pdf&usq=AFQjCNGlQD9MgT8-loOzw8rt8nFAViC-9QA&sig2=8V82ka_eeqnEr7dKLi1jyw
Fair Trade	x			x	x		www.fairtrade.net/
Fair Trade Town	x			x	x		www.fairtradetown.ch
Fairmined				x	x		www.fairmined.org/what-is-fairmined/
Fair Trade Gold				x	x		www.fairgold.org/ www.maxhavelaar.ch/de/gold/fairtrade-gold/
Field to Market (FtM)	x						www.fieldtomarket.org/
Förderprogramm Kanton Aargau		x					www.ag.ch/media/kanton_aargau/bvu/dokumente_2/energie/foerderung_1/BVU_Energie_Foerderprogramm_Aug2014.pdf
Forum Nachhaltiger Kakao	x			x	x		www.kakaoforum.de/
Future Fit Business Benchmark	x	x	x	x	x	x	www.futurefitbusiness.org/
Gemeindeordnung Stadt Zürich 2000 Watt Gesellschaft		x	x				www.stadt-zuerich.ch/gud/de/index/umwelt/2000-watt-gesellschaft.html
Genossenschaft Kalkbreite	x	x	x	x			www.kalkbreite.net/
GET CHANGED! The fair fashion network				x	x		www.getchanged.net
Global Forest and Trade Network		x		x	x	x	www.gftn.panda.org/
Global Organic Textile Standard				x	x	x	www.global-standard.org/de/
Global Social Compliance Programme				x	x		www.theconsumergoodsforum.com/gscp-about-programme/mission-and-vision
Green City		x	x	x			www.greencity.ch/de/
Hunziker-Areal (mehr als Wohnen)	x	x	x	x			www.hunzikerareal.ch/home.html
IDEAL Index	x	x		x		x	www.idealindex.ch/
Impact Hub Zurich	x	x	x	x	x		www.zurich.impacthub.ch/de/
Initiative «Etwas tun»		x		x			www.etwastun.org
Initiative Responsible Mining Assurance (IRMA)				x	x		www.responsiblemining.net/
International Council on Mining and Metals (ICMM)				x	x		www.icmm.com/
International Forum on Sustainable Value Chains (ISVC)				x	x	x	www.susvc.org/home/
ISEAL	x			x	x		www.isealalliance.org

NOM DU PROJET, DE L'INITIATIVE						LIEN INTERNET
	ALIMENTATION	LOGEMENT/ÉNERGIE	MOBILITÉ	MATIÈRES PREMIÈRES/RESSOURCES	PRODUCTION/TRANSFORMATION	
Kampagne mit App für Rezepte	x					www.schweizerfleisch.ch/medien/page/2015/die-ultimate-app-fuer-die-fleischzubereitung.html
Kimberly Process (gegen Handel mit Konfliktdiamanten)				x	x	www.kimberlyprocess.com/en
KMU-Portal Nachhaltigkeits-Management				x	x	www.kmu.admin.ch/kmu/de/home/praktisches-wissen/kmu-betreiben/nachhaltige-entwicklung.html
Kraftwerk 1	x	x	x	x		www.kraftwerk1.ch/
Labels auf Labelinfo	x	x	x	x	x	www.labelinfo.ch
LBMA responsible gold guidance				x	x	www.lbma.org.uk/responsible-gold
Leitfaden zur Weitergabe von Nahrungsmitteln an Hilfsorganisationen	x			x	x	www.blw.admin.ch/themen/01803/01804/index.html?lang=fr
LSVA			x			www.are.admin.ch/themen/verkehr/00250/00461/index.html?lang=de
Metal Risk Check				x	x	www.metal-risk-check.ch/
Milestone-Preis für Nachhaltigkeit					x	www.htr-milestone.ch/de/home.html
Mobility			x	x		www.mobility.ch
mobitool.ch			x			www.mobitool.ch/
MyClimate				x	x	www.myclimate.org/
Nachhaltigkeits-Charta des Schweizer Tourismus					x	www.swisstourfed.ch/index.cfm?parents_id=1812
Natural Capital (waves, declaration, coalition & mandate)					x	www.naturalcapitaldeclaration.org/
Netzwerk für sozialverantwortliches Wirtschaften	x	x	x	x	x	www.nsw-rse.ch/
Netzwerk Nachhaltiges Bauen		x		x	x	www.nnbs.ch/fr/
Netzwerk Ressourceneffizienz Schweiz – Potenzialanalysen für die Einsparung von Material, Energie und Kosten sowie Massnahmen				x	x	www.reffnet.ch
Nice Future Transition. Webseite mit einer Übersicht über Projekte, welche zur Transition hin zu einer nachhaltigen Lebensweise beitragen				x	x	www.nicefuture.com/index.php/association-2/presentation/
Novatlantis		x	x	x		www.novatlantis.ch/
Novatlantis Argoviae		x	x	x	x	www.novatlantis-argovia.ch/
ÖBU				x	x	www.oebu.ch/
OECD Due Diligence Guidance for Responsible Sourcing of Minerals from Conflict or High-Risk Areas – supplement on Gold and the 3 T's				x	x	www.oecd.org/corporate/mne/mining.htm
Online Plattform Proprofit				x	x	www.proprofit.ch
Paniers de légumes, Agriculture Contractuelle de Proximité	x			x		www.regionalevertragslandwirtschaft.ch
Paniers verts (Regionale Vertragslandwirtschaft)	x					www.fracp.ch/la-federation/
ProKilowatt		x				www.bfe.admin.ch/prokilowatt/04344/index.html?lang=de
Proposals for a Roadmap towards a Sustainable Financial System in CH					x	www.bafu.admin.ch/wirtschaft/15556/16086/index.html?lang=de
Pumpipumpe		x		x		www.pumpipumpe.ch/
PUSCH Praktischer Umweltschutz				x	x	www.pusch.ch/

NOM DU PROJET, DE L'INITIATIVE	ALIMENTATION	LOGEMENT/ÉNERGIE	MOBILITÉ	MATIÈRES PREMIÈRES/RESSOURCES	PRODUCTION/TRANSFORMATION	DIVERS	LIEN INTERNET
Rent-a-chemical (B2B Sharing, Contracting, Leasing)				x	x		www.chemicalleasing.com/
REPIC – Förderung von erneuerbarer Energie und Energieeffizienz in Entwicklungs- und Transitionsländern (Pilotphase für Ressourceneffizienz)		x		x	x		www.repic.ch/repic-de/
RESI – Recycling von Silofolien				x	x		www.resi.ch/de/traegerschaft
Ressourceneffizienz in KMU (Einsatz und Recycling von Werkstoffen) mit Fokus auf Ecodesign und Prozessketten				x	x		www.bafu.admin.ch/abfall/index.html?lang=de...
Responsible Care				x	x	x	www.icca-chem.org/en/Home/Responsible-care/
Responsible Ecosystem Sourcing Plattform (RESP)				x	x		www.resp.ch/
Responsible Jewelry Council				x	x		www.responsiblejewellery.com/
Ressourceneffizienz in Textilreinigungen und Wäschereien				x			www.textilpflege.ch/nc/dienstleistung/ressourceneffizienz.html
Ressourcentrialog: Leitbild für eine Abfall- und Ressourcenwirtschaft 2030				x	x		www.ressourcentrialog.ch/
Roundtable for Sustainable Palm Oil (RSPO)	x			x	x		www.rspo.org/about
Roundtable for Sustainable Soy (RTRS)	x			x	x		www.wwf.ch/de/projekte/wirtschaft/groups2/soja/
Roundtable on Sustainable Biomaterials (RSB)	x			x	x		www.rsb.org/
SAFA-Leitlinien SAFA steht für «Sustainability Assessment of Food and Agriculture Systems» oder Nachhaltigkeitsbewertung von Agrar- und Lebensmittelsystemen.	x			x	x		www.fao.org/nr/sustainability/sustainability-assessments-safa/en/ www.fibl.org/de/themen/smart/safa-leitlinien.html
Sanu – Kompetenz Nachhaltige Entwicklung über Kreislaufgeschäftsmodelle (KGM) (Überdenken von Nutzen als Treiber eines neuen Businessmodels)				x	x		www.oebu.ch/.../Kreislaufgeschaeftsmodelle_Schluss
SCCER		x	x				www.kti.admin.ch/kti/de/home/unsere-foerderangebote/foerderprogramm-energie.html
Schweizerische Agentur für Energieeffizienz		x					www.energieeffizienz.ch
Schweizerische Plattform für nachhaltigen Kakao	x			x	x		n/a
Science Industries				x	x	x	www.scienceindustries.ch/public-home
SCS Spring Meeting				x	x		www.scg.ch/index.php?option=com_superevents&task=group&view=-details&id=3305&lang=fr
SIA-Effizienzpfad Energie		x		x			www.sia.ch/de/themen/energie/effizienzpfad-energie/
SMART- Sustainability Monitoring and Assessment RouTine – ist ein Instrument zur Nachhaltigkeitsanalyse und Bewertung von Lebensmittelunternehmen und landwirtschaftlichen Betrieben, welches auf den global gültigen SAFA Leitlinien basiert.	x			x	x		www.sustainable-food-systems.com/smart-methode/
Soja Netzwerk Schweiz	x			x	x		www.sojanetz.ch
Strom aus erneuerbaren Energien für Firmenkunden		x					www.ewz.ch/de/unternehmen.html

NOM DU PROJET, DE L'INITIATIVE	ALIMENTATION	LOGEMENT/ÉNERGIE	MOBILITÉ	MATIÈRES PREMIÈRES/RESSOURCES	PRODUCTION/TRANSFORMATION	DIVERS	LIEN INTERNET
SuRe® The Standard for Sustainable and Resilient Infrastructure						x	www.gib-foundation.org/sure-standard/
Sustainable Apparel Coalition (SAC)				x	x		www.apparelcoalition.org/
Sustainability Compass – eine Smartphone App	x			x	x		www.compass-for-sustainability.net
Swiss Fair Trade	x			x	x		www.swissfairtrade.ch
Swiss Sustainability Hub	x	x	x	x	x	x	www.bsl-lausanne.ch/thought-leadership/swiss-sustainability-hub/
Swiss Sustainability Hub, Business School of Lausanne	x	x		x	x		www.bsl-lausanne.ch/thought-leadership/swiss-sustainability-hub/
Swiss Sustainable Finance						x	www.sustainablefinance.ch/
The Sustainability Consortium (TSC)	x	x		x	x		www.sustainabilityconsortium.org/
THG-Emissionshandel		x			x		www.bafu.admin.ch/klima/13877/14510/14512/index.html?lang=de
Together for Sustainability (Tfs)				x	x		www.tfs-initiative.com/
Umweltetikette für Lacke und Farben				x	x		www.vslf.ch/
Umwelttechnologieförderung (UTF) – Förderung von grösseren Pilot- und Demonstrationsprojekten		x		x	x		www.bafu.admin.ch/innovation/06629/index.html?lang=de
UNEP Inquiry Design of a Sustainable Financial System						x	www.web.unep.org/inquiry/
United Against Waste				x	x		www.united-against-waste.ch/
Verordnung über die Vermeidung und die Entsorgung von Abfällen VEVA («neue TVA»)				x	x		www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20141858/
Watt d'Or		x	x	x	x	x	www.bfe.admin.ch/org/00483/00638/index.html?lang=de
we act!	x	x	x	x			www.weact.ch/#home-weact
WWF Climate Savers Group		x		x			www.wwf.ch/de/projekte/wirtschaft/groups2/climatesavers/
WWF Seafood Group		x		x	x		www.wwf.ch/de/projekte/wirtschaft/groups2/seafoodgroup/
WWF Strategische Partnerschaften	x	x		x	x		www.wwf.ch/de/projekte/wirtschaft/partnerschaften/
Zertifikat für 2000-Watt-Areale		x		x			www.stadt-zuerich.ch/gud/de/index/umwelt/2000-watt-gesellschaft.html

L'objectif du livre blanc GO FOR IMPACT – qui est de permettre à la Suisse de progresser plus rapidement et plus efficacement vers une économie sobre en ressources – ne pourra véritablement se réaliser que si le processus de réflexion mené par le groupe d'impulsion débouche sur des actes concrets (projets, prototypes, etc.). Les membres du groupe ont justement identifié des pistes d'action intéressantes, qui pourraient permettre, pour certaines, de renforcer les initiatives déjà en place ou d'améliorer la coordination entre les différents acteurs, et pour d'autres, d'agir sur des terrains encore inexplorés.

Un brainstorming a été organisé. Les participants ont commencé par donner toutes les idées qui leur venaient spontanément à l'esprit. Ils les ont ensuite triées pour ne retenir que celles qui étaient selon eux le plus susceptibles de produire l'effet d'impulsion voulu. Ils se sont enfin répartis en petits groupes afin de peaufiner les idées ainsi sélectionnées et d'en rédiger de brèves descriptions :

1. Méthode pour mesurer les contributions aux ODD et les rendre visibles

Les entreprises suisses ont déjà apporté d'importantes contributions aux ODD (par ex. en augmentant la production d'énergie renouvelable). Toutefois, faute de méthode appropriée, ces dernières ne peuvent être ni recensées ni évaluées.

2. Valeurs attachées aux produits suisses

Développement de la marque « Swiss made » de telle sorte qu'elle soit synonyme désormais de qualité, de fiabilité mais aussi de durabilité.

3. Laboratoires et marchés tests

Permettre aux entreprises de tester leurs produits et modèles d'affaires en situation réelle mais à l'échelle réduite de quartiers, de communes ou de villes serait un bon moyen de promouvoir l'innovation. Le concept n'est certes pas nouveau (on pense, par ex., aux quartiers 2000 watts), mais on gagnerait à le développer par une meilleure information et une meilleure mise en réseau des différents acteurs.

4. Market place

Création d'une plate-forme Internet qui permettrait de donner plus de visibilité aux nombreuses initiatives qui existent déjà dans le domaine de l'économie durable tout en favorisant la mise en réseau des acteurs impliqués, et sur laquelle on pourrait, par exemple, organiser un concours pour mieux faire connaître à la fois la plate-forme et les projets concernés.

5. Émission télévisée

Création d'une série mensuelle dont le concept serait de présenter à chaque fois plusieurs projets de durabilité pour au final récompenser le meilleur (« prix de durabilité du mois »).

6. Tremplin de l'économie verte

Création d'une structure vers laquelle puissent se tourner les entreprises, les communes et les particuliers porteurs de projets de durabilité pour obtenir des informations et être mis en relation avec des experts qui les aident à concrétiser leurs idées.

7. Simplification de la réglementation

À trop prendre en compte les intérêts particuliers dans le cadre du processus législatif, on finit par rendre complexes, opaques et au bout du compte inopérants des mécanismes pourtant simples dans leur conception initiale. L'idée serait d'aller vers une réglementation qui serait faite de règles simples et valables pour tous, qui fixerait des objectifs à long terme, mais qui laisserait ensuite aux acteurs économiques le choix des moyens pour réaliser ces objectifs tout en exigeant qu'ils rendent compte des résultats obtenus de façon transparente (comme cela se fait pour le recyclage des emballages de boissons).

Leur réflexion s'étant inscrite dans un processus limité dans le temps, les membres du groupe d'impulsion n'ont pas creusé davantage les idées exposées ci-dessus. Le Swiss Green Economy Symposium et les autres manifestations qui suivront seront toutefois autant d'occasions de les remettre sur la table et de les développer. Entreprises, chercheurs, acteurs de la société civile et pouvoirs publics sont tous invités à s'en saisir pour former des réseaux et initier de nouveaux projets durables. La balle est désormais dans leur camp ! Contact et informations complémentaires : www.go-for-impact.ch.

- Agence européenne pour l'environnement (AEE) (2013) : Environmental pressures from European consumption and production, Copenhague
- Conseil fédéral suisse (2016) : Stratégie pour le développement durable 2016–2019, http://www.are.admin.ch/themen/nachhaltig/00262/00528/index.html?lang=fr&download=NHZLpZeg7t,lnp6loN-TUo42l2Z6ln1ae2lZn4Z2qZpnO2Yuq2Z6gpJCEe393e2ym162epYbg2c_JjKbNoKSn6A-
- Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD) (2010) : Vision 2050. Genève : WBCSD
- Dao Hy, Peduzzi Pascal, Chatenoux Bruno, De Bono Andrea, Schwarzer Stefan, Friot Damien (2015) : Limites et empreintes environnementales de la Suisse dérivées des limites planétaires, résumé en français. Étude. Genève : PNUE/GRID-Genève et Université de Genève
- Ernst Basler + Partner AG sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) (2013) : Efficacité des ressources en Suisse EFRES - Étude de base sur l'efficacité des ressources et l'utilisation des matières premières, résumé en français, Zollikon
- Fondation Ellen MacArthur (2015) : Growth Within : A circular economy vision for a competitive Europe. Étude. Cowes : fondation Ellen MacArthur
- Frischknecht R., Nathani C., Büsser Knöpfel S., Itten R., Wyss F. & Hellmüller P. (2014) : Évolution de l'impact environnemental de la Suisse dans le monde, synthèse en français [document WWW]. Berne : Office fédéral de l'environnement (OFEV), <http://www.bafu.admin.ch/publikationen/publikation/01771/index.html?lang=fr>
- Fritsch M., Wein Th., Ewers H.-J. (2007) : Marktversagen und Wirtschaftspolitik: Mikroökonomische Grundlagen staatlichen Handelns, Munich
- Jungbluth N., Stucki M. & Leuenberger M. (2011) : Impact environnemental de la consommation et de la production suisses. Combinaison d'une analyse entrées-sorties et d'analyses de cycle de vie, synthèse en français. Berne : Office fédéral de l'environnement (OFEV)
- Müller Matthias, Burkart Josua, Chrenko Richard, Hofmann Alexandra, Perret Samuel, Zirhan Stefan (2016) : Das Ende der Nachhaltigkeits-Strategie. Étude. Freienbach : HPO AG
- Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2015) : World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables. Working Paper No. ESA/P/WP.241
- OCDE (2012) : Environmental Outlook to 2050 [document WWW]. OECD Publishing, http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/environment/oecd-environmental-outlook-to-2050_9789264122246-en#page1
- OFEV (2016) : Économie verte : indicateurs pour l'évaluation des progrès, résumé en français. Berne : Office fédéral de l'environnement

Rockström J., Steffen W., Noone K., Persson Å., Chapin F. S. III, Lambin E., Lenton T. M., Scheffer M., Folke C., Schellnhuber H. J., Nykvist B., Wit C. A. de, Hughes T., Leeuw S. van der, Rodhe H., Sörlin S., Snyder P. K., Costanza R., Svedin U., Falkenmark M., et al. (2009) : Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity. *Ecology and Society* 14 : article 32

Ruprecht S., Hauser A. (2010) : Steuerung der natürlichen Ressourcen - Instrumente und Institutionen [document WWW], Berne, http://www.bafu.admin.ch/wirtschaft/15556/15611/index.html?lang=de&download=NHZLpZeg7t,lnp6loNTUo42l2Z6ln1acy4Zn4Z2qZpnO2YUq2Z6gpJCGeX9_gmy-m162epYbg2c_JjKbNoKSn6A-

Steffen W., Richardson K., Rockström J., Cornell S. E., Fetzer I., Bennett E. M., Biggs R., Carpenter S. R., Vries W. de, Wit C. A. de, Folke C., Gerten D., Heinke J., Mace G. M., Persson L. M., Ramanathan V., Reyers B. & Sörlin S. (2015) : Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet. *Science* 347 : 1259855

United Nations (2015) : Transforming our World: The 2030 agenda for sustainable development (A/RES/70/1) [document WWW], New York, <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf> (consulté le 9 octobre 2016)